

EXCELSIOR

Journal Illustré Quotidien

ABONNEMENTS (du 1^{er} ou du 16 de chaque mois)
France. — Un an, 35 fr. 6 mois, 18 fr. 3 mois, 10 fr.
Étranger. — Un an, 70 fr. 6 mois, 36 fr. 3 mois, 20 fr.
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste.
Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Éléances

Administration: 88, Champs-Élysées, Paris
Téléphone : Wagram 57-44 et 57-45

Rédaction : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gut. 02.73 - 02.75 et 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS

LES BOY-SCOUTS ROUMAINS SAUVÉS DES GRIFFES ALLEMANDES



Dès leur entrée à Bucarest, les Allemands ne prirent pas moins de douze cents otages. Douze mille enfants, boy-scouts pour la plupart, ont pu se réfugier en Russie où ils ont reçu l'accueil le plus chaleureux. Ces sociétés sportives avaient été créées par le prince héritier Carol, que l'on voit ici les passant en revue avec le roi Ferdinand, il y a quelques mois.

Ayuntamiento de Madrid

LE CAFARD

C'est une petite bête dont on parle beaucoup depuis la guerre, et qui est très bien portée cet hiver, si j'ose m'exprimer ainsi.

Le *cafard* a remplacé le *spleen*, débarqué d'Angleterre, et même notre bien française neurasthénie. Cantonné autrefois dans les milieux coloniaux et militaires, le terme de *cafard* a fait son apparition dans nos salons les plus parisiens, et j'ai entendu, l'autre jour, une dame des plus distinguées s'écrier : « Ah ! le *cafard* ne me quitte plus en cette saison morose ! »

Mais savez-vous d'où vient le mot de *cafard* ? Des tranchées, évidemment. Mais comment a-t-il pénétré dans les tranchées ? Cela, peu de gens le savent, et, puisque je suis une privilégiée, souffrez que je vous explique l'origine de cette petite bête ; laissez-moi vous conduire à son berceau.

D'après des renseignements que j'ai tout lieu de croire infaillibles, le *cafard* serait né dans la ville de Medenine, de l'Extrême-Sud tunisien. Cet Extrême-Sud est une vaste région aride, désertique, peuplée de nomades ou de tribus enterrées, les Troglodytes, dont les habitations centenaires ressemblent beaucoup aux tranchées. C'est un territoire militaire, gouverné par les officiers des affaires indigènes qui vivent dans des postes isolés, des *bordj*, édifiés au milieu des montagnes ou parmi les grandes dunes.

Ils y vivent d'une façon rude, errante et primitive, remplissant tout à la fois les fonctions d'administrateur, de juge, de percepteur, d'ingénieur, d'agriculteur et parfois même d'architecte.

Beaucoup n'ont, pour leur apporter le courrier, qu'un cavalier tous les deux ou trois jours, et, le soir, c'est un télégraphe optique qui leur transmet de Gabès les nouvelles de la France. Souvent, à l'époque des pluies ou des tourmentes de sable, l'unique piste devient impraticable, et alors nos militaires demeurent retranchés du monde des civilisés. Il va sans dire que l'élément féminin français manque dans ces postes autant que dans les tranchées, et même la plupart des effectifs sont composés de spahis et de goumiers indigènes. On conçoit que la vie n'est pas folichonne dans l'Extrême-Sud tunisien. Elle devient sinistre à Medenine, ou du moins le fut-elle à la naissance du *cafard*.

Cette naissance coïncide avec notre occupation de la Tunisie, il y a trente-six ans. Vous voyez que le *cafard* n'est pas très vieux — à peine un territorial — et qu'il a déjà joliment parcouru du chemin !

Mais d'abord laissez-moi vous dépeindre ce que c'est que cette ville de Medenine, et ce ne sera, certes, pas avec des couleurs roses. Il me faudra de la sépia et, surtout, des tons calcaires et des tons de boue, et même pas cette teinte sable du reste de l'Extrême-Sud, ce blond qui se dore au soleil, s'argente à la lune et dont on finit par aimer la mélancolique douceur.

Medenine est irrémédiablement laid, monotone, désespérant ! Ni montagnes, ni dunes ! Rien qu'un vaste plateau crayeux, poussiéreux, sans cesse balayé par des vents écœurants de chaleur ; sans eau, sans arbres, avec une ville arabe extraordinaire qui est un véritable cauchemar.

Aujourd'hui, il y a une vaste garnison française, qui n'existait pas à la naissance du *cafard*. Toutes ses maisons sont faites de boue agglomérée et atteignent quelquefois cinq étages. Mais, au lieu d'être alignées de chaque côté d'une rue, ces maisons sont groupées en cercle autour d'un cirque, et, comme les toits se terminent en arêtes, on a l'impression d'être entouré par des collines maléfiques. Il n'y a ni fenêtres ni escaliers dans ces fantastiques bâtisses. Rien qu'une ouverture par étage, et, piqués de-ci, de-là, dans les murs de boue, des échelons de bois, sur lesquels on grimpe le long des étages, comme sur une échelle de poules. Et aucune vie, aucun mouvement, aucune couleur dans ces maisons. C'est que ce ne sont pas des habitations, ce ne sont que des greniers, des greniers dans lesquels la population nomade vient mettre en sécurité son blé.

Elle-même préfère vivre au loin, dans ses tentes.

Or cette abondance de blé dans une ville

sans habitants a engendré des *cafards* par milliers, par millions ; si bien que les premiers Français arrivés à Medenine en trouvèrent partout, dans leur assiette, dans leur lit, dans leurs vêtements. Il y avait de quoi attraper le *cafard*. Par la suite, on est parvenu à conjurer le *cafard*, la petite bête, mais l'autre *cafard* est resté, alimenté par l'éloignement et la laideur des choses. Il s'est même développé de plus en plus, car Medenine, qui est actuellement le centre des postes militaires, est devenu un grand pénitencier, un de ces redoutés « biribis » dont on a souvent entendu parler. C'est là que sont envoyés nos « joyeux » et surtout nos compagnies de discipline. Mais les officiers du *bordj* eux-mêmes n'ont pas été épargnés du *cafard*, si bien qu'on a créé à la commanderie de Medenine l'« ordre du *cafard* » — sans doute pour l'amadouer en le vénérant — dont on décore militaires et civils qui ont le courage de demeurer quarante-huit heures dans le poste, sans y être absolument forcés. A mon voyage dans l'Extrême-Sud tunisien, je fus naturellement décorée de l'ordre du *cafard*, et je crois bien qu'on m'a élevée tout de suite à la dignité de commandeur.

C'est de Medenine, de son poste, de son pénitencier, que la locution « avoir le *cafard* » a gagné les autres colonies, et, aujourd'hui, le *cafard* a fait une véritable invasion dans les tranchées. Mais, je sais aussi, que vous êtes là, mes chères lectrices, pour en enrayer les ravages, et qu'il ne s'établira pas durablement en France.

Myriam HARRY.

Ce que l'on dit

En attendant...

En 1895, après la prise de Tanmarive par nos troupes, un général, qui avait moins de génie, sans doute, que d'ingénuité, crut assurer à jamais la tranquillité de l'île en désarmant tous ses habitants.

Il faut vous dire que, dans chaque village, il y avait, avant la conquête, une espèce de garde nationale qui disposait de trois ou quatre fusils et d'une ou deux douzaines de sagués.

Le résultat de cette mesure, si sage en apparence, fut l'insurrection : car seuls les honnêtes gens, ou ceux qui n'aimaient pas à se battre — c'est souvent la même chose — livrèrent leurs armes. Les coquins, au contraire, les gardèrent avec autant de jalousie que la prune de leurs yeux, et s'en servirent pour tomber sur les honnêtes gens.

Ce souvenir m'est revenu à la mémoire en lisant la dépêche, tout empreinte d'un bon sens anglo-saxon auquel les cousins germains d'Amérique seront certainement sensibles, que lord Balfour a envoyée à Washington. « Instituer un code international, dit-elle, qui, après qu'on aurait proclamé un désarmement général, imposerait ses lois aux Etats, de même que chaque Etat a institué un code qui régit ses ressortissants ? Rien de mieux, semble-t-il d'abord. Mais personne, si l'Allemagne reste ce qu'elle est, n'en bénéficiera, excepté les criminels qui les violeront. Ceux-là seuls en souffriront qui en exécuteront les prescriptions. »

On ne saurait mieux dire. Il est désirable, et je crois qu'il est possible, d'instituer une Société des Nations où les conflits seraient réglés pacifiquement. Mais à deux conditions : que l'Allemagne reçoive une telle leçon qu'elle éprouve le besoin de changer de mentalité, et il ne paraît pas qu'elle en soit encore là ; et que les sanctions portées contre l'Etat délinquant puissent être exécutées par une force de police, c'est-à-dire une armée. En d'autres termes, il ne faudra pas supprimer tous les fusils.

Pierre MILLE.

Quel est le député qui, en ce moment même, et depuis trois jours, répète chez lui, le matin de dix heures à dix heures quinze, et le soir, de huit heures à huit heures quinze, l'interpellation qu'il doit porter à la tribune de la Chambre, l'un de ces jours prochains ?

Cet honorable a beaucoup de choses à dire et il s'efforce, sans y être encore parvenu, à faire tenir, en quinze minutes strictes, tout ce qu'il a à articuler. Cette rigueur oratoire trouve son origine dans le fait que, sous peu de jours, va être appliqué, au Palais-Bourbon, le nouveau règlement limitant à un quart d'heure la durée des discours.

M. Deschanel aura un chronomètre. Dura lex, sed lex. Il s'y faudra conformer. Aussi bien l'interpellateur étudie-t-il devant son armoire à glace, et chaque jour, un peu plus, il pressure sa pensée, l'émonde, la tasse dans les formes de la concision requise. Il a déjà réussi à faire tenir le tout en vingt-huit minutes. C'est encore trop long, de beaucoup, mais il ne

désespère pas. Il veut réduire à la moitié, quatorze minutes, laissant une minute pour les interruptions. Il y arrivera, car il a de la patience.

C'est sur la piste d'un de nos camps d'aviation. Le capitaine W... fait les cent pas et est furieux. Au-dessus de sa tête, un pilote, venu de l'ouest, fait les plus folles acrobaties, à deux cents mètres à peine, depuis une demi-heure pour le moins. Il a déjà failli trois fois se rompre le col.

— Cet imbécile ! Cet imbécile ! fulmine le capitaine. Quand il atterrira, envoyez-le-moi. Il n'y coupe pas d'au moins quinze jours de boîte.

A la fin, le « clown » du ciel se décide à prendre, gracieusement et sans casse, contact avec le sol.

— Le capitaine W... vous demande, et tout de suite, lui dit un mécanicien.

— Où donc ?

— Là-bas, au bout du champ.

— C'est vous ? hurle l'officier en accueillant l'imprudent. Ah ! il y a longtemps que je vous attends ! Et il tire un carnet.

— Votre nom ! Votre matricule ! rugit-il, tout empourpré de colère ?

L'homme-oiseau sourit et, posément :

— Lieutenant... Un Tel... Je suis le fils du général...

Le carnet tombe à terre. Le capitaine tend une main grande ouverte.

— Ah ! le fils du général... Ah ! mon ami ! Je vous ai admiré. Quelle sûreté ! Quelle science ! Vous êtes un as, un AS, un AS, vous dis-je. Permettez-moi de vous féliciter.

Il fait bon quelquefois, sur les pistes d'aviation, être le fils d'un général...

Balzac avait le génie des noms. On sait qu'avant de baptiser les personnages de ses livres, il cherchait longtemps, et trouvait toujours le nom qui faisait image.

Mais il faut croire qu'il était prophète aussi, à moins que certains noms, marqués par lui à tout jamais, aient pour effet, aujourd'hui encore, et par un étonnant réflexe, de diriger le destin de ceux qui les portent jusqu'à l'imitation, inévitable et fatale, des héros de la Comédie humaine.

Voyez le cas de ce brave homme qui, trop vieux pour être soldat, voulut au moins servir sa patrie en servant les poilus. Pour leur éviter d'être pillés par les mercantis, il s'en fut sur un certain point du front, organisa en arrière des lignes un magasin où l'on vendait de tout à des prix raisonnables. Il voulut réaliser l'idéal du genre, faire en grand, perfectionner, par le génie commercial qu'il se supposait, une entreprise aussi louable. Il ouvrit des succursales, rêva du mieux après avoir réalisé le bien... Le trop hardi fournisseur vient de faire faillite. Ses magasins sont fermés pour avoir été trop ouverts. C'est la débâcle d'une idée à la fois noble et ambitieuse.

Et cet homme s'appelle... César Biotteau ! Toute l'histoire de l'autre qui se recommence en 1917.

Balzac savait que, lorsque l'on est Biotteau, il ne faut pas trop oser.

La récente occupation par un détachement franco-russe des couvents de la presqu'île du mont Athos, qui étaient signalés comme favorisant le ravitaillement des sous-marins, n'a pas dû être chose aisée !

Ces couvents, perchés sur de hautes aiguilles de pierre, sont tellement inaccessibles qu'on y hisse le visiteur, dans un filet, au moyen d'une poulie et d'une corde.

Melchior de Vogüé, qui fit naguère l'ascension, rapporte ainsi ses impressions, — plutôt désagréables :

« Replié sur lui-même dans le filet, dont les larges mailles laissent apercevoir en-dessous l'abîme béant, balancé dans le vide ou heurté aux aspérités du roc par le mouvement de pendule de la corde, le voyageur regarde mélancoliquement décroître ses compagnons restés à terre, sans que les têtes qui l'attendent l'haut grossissent beaucoup ; ses souvenirs littéraires lui rappellent avec une netteté surprenante les détails dramatiques de la chute de Claude Frollo sur le parvis Notre-Dame. »

Que d'impressions variées auront connues nos poilus !

Fumeurs, ne vous plaignez pas. En majorant le prix du tabac, l'Etat n'a point l'intention secrète de vous engager à fumer moins. Fumer coûtera plus cher, mais on ne songe pas à vous interdire jamais de brûler l'herbe à Nicot tout votre saoul. Il serait bon, dites-vous, qu'on nous mit à l'amende pour avoir fumé en public, comme on punit les ivrognes.

Tel fut pourtant le sort des fumeurs de Prusse, à qui une loi, votée au début du dix-neuvième siècle, interdisait de fumer le cigare dans la rue. Une grande agitation s'ensuivit. L'autorité dut céder. On permit alors de fumer le cigare, à condition que le bout incandescent fût protégé par un appareil métallique, « pour parer au danger d'incendie ».

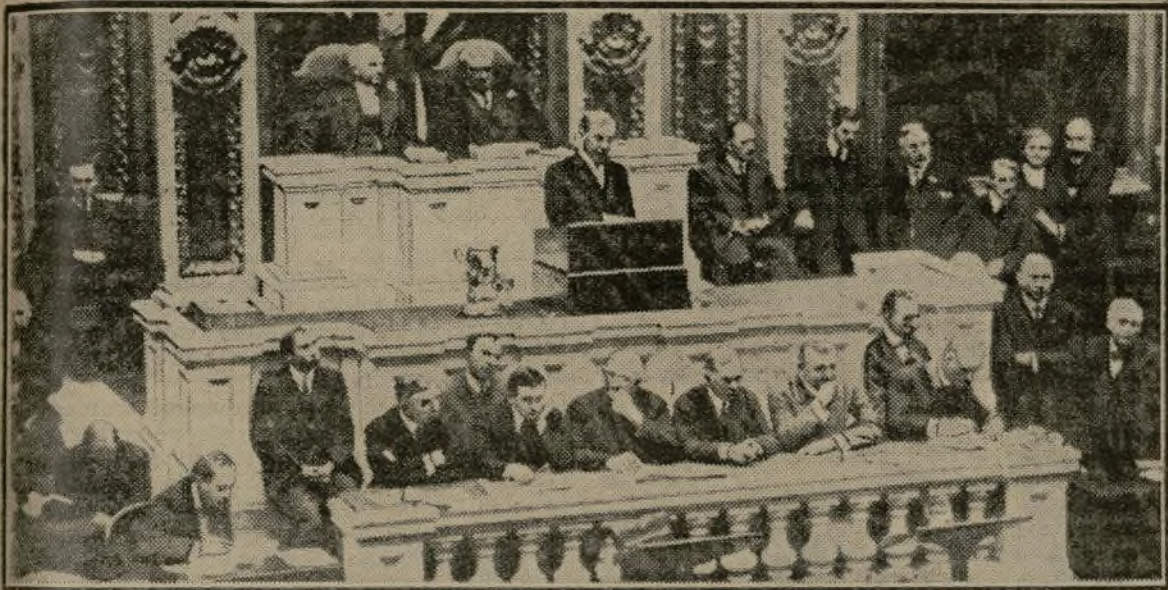
Peu à peu, cette restriction même disparut. Mais, en 1848, le fumeur ne pouvait pas encore passer devant une sentinelle, au pays de Prusse, sans retirer son cigare d'entre ses lèvres. L'infraction à cet arrêté était punie des arrêts.

LE VEILLEUR.

SUR LE TERRAIN DES BATAILLES DIPLOMATIQUES

Un message de M. Wilson au Sénat des Etats-Unis

C'est l'exposé des principes en vertu desquels l'Amérique doit, à son sens, prendre part à la paix future.



LE PRESIDENT WILSON LISANT UN MESSAGE AU CONGRES DU 7 DECEMBRE 1915

Dans un ample message adressé au Sénat américain, M. Wilson vient d'exposer les raisons qui l'ont poussé à entreprendre sa démarche du mois dernier auprès des deux groupes de belligérants. Il a fait connaître les résultats que sa suggestion avait obtenus. En même temps, il a développé son point de vue sur la guerre européenne et sur la paix. Jamais encore le président Wilson n'avait aussi nettement expliqué sa pensée. Jamais il n'avait pris position d'une manière aussi précise.

Une idée domine son message. C'est celle qui doit être retenue tout d'abord : M. Wilson pose en principe non seulement que les Etats-Unis devront s'associer à la paix future, mais encore qu'ils ne pourront pas se désintéresser de la conclusion de cette paix et des bases sur lesquelles elle reposera. « Il serait inconcevable, a-t-il dit, que le peuple des Etats-Unis ne prit pas part à cette grande entreprise. » Il s'agit « d'ouvrir au genre humain le chemin de la liberté ». L'Amérique, dans la pensée de M. Wilson, a son mot à dire dans une pareille question qui touche toute l'humanité. Comment le dira-t-elle ?

M. Wilson se défend de vouloir intervenir entre les belligérants avant que la guerre soit finie. Il ne se pose pas en médiateur. Ce qu'il annonce, c'est son arbitrage futur. Mais cet arbitrage doit revêtir à ses yeux un caractère en quelque sorte impératif, car M. Wilson, qui se défend d'avoir une opinion sur les modalités de la paix à venir, prétend cependant en fixer d'avance le caractère. Ce ne doit pas être, selon lui, une paix qui serve les intérêts ni les buts immédiats d'aucun des deux groupes de belligérants. Ce doit être une paix durable et elle ne sera durable que si elle repose sur une sorte de consentement universel. Ce consentement ne sera obtenu que si des garanties sont données pour la stabilité de l'Europe. Mais cette stabilité, comment la voit-il ? C'est ici que sa conception se révèle et accuse toutes les différences qui la séparent de la conception des Alliés.

La pensée de M. Wilson, c'est qu'une paix sans vainqueurs ni vaincus serait le plus grand bonheur qui pût arriver à l'Europe et le meilleur moyen d'aboutir à un équilibre définitif. Cette paix, a-t-il dit, doit être « une paix sans victoire ». C'est sur cette absence de victoire, sur cette absence de résultats, c'est sur cette vaste partie nulle que M. Wilson fait reposer son espérance que l'Europe parviendra non plus à une « balance de pouvoir », mais à une « communauté de pouvoir », que les petits Etats auront les mêmes droits que les grands, que chaque nation pourra se développer librement sans se heurter à la résistance de la nation voisine. Aucune paix, dit-il, ne peut se faire sans des concessions et des sacrifices.

La paix européenne, en particulier, ne satisfait aucun des contractants et il devra en être ainsi.

Cette thèse appellera du côté des Alliés de formelles réserves. Au fond, M. Wilson s'en tient toujours au point de vue exposé dans sa suggestion de décembre. Il met les deux groupes de belligérants au même niveau. Il ne se représente pas ce que c'est que l'Allemagne. Il ne tient pas compte des origines de la guerre.

Sans doute, M. Wilson, qui parle surtout par allusions et paraboles, ne manque pas d'adresser quelques pointes assez dures à la politique allemande. Guillaume II et son chancelier s'y reconnaîtront. Mais, peut-être, pour tenir la balance égale, il parle de la liberté des mers, qui n'a jamais été contestée à personne, si ce n'est, au passage des Détroits, à la Russie. Il laisse entendre que les combinaisons d'alliances ont été la cause de la guerre, alors que l'Entente ne s'est formée que pour se défendre contre les ambitions de l'Allemagne et rétablir l'équilibre européen, qu'elle ne s'est même complétée que par l'adhésion des puissances, comme l'Italie, qui ont compris, une fois la guerre déclarée, la menace que l'Allemagne faisait peser sur le monde.

En résumé, M. Wilson a parlé des choses européennes de son point de vue américain et avec la sérénité d'un homme que tout l'Océan sépare de la puissance militaire allemande. C'est cette expérience directe qui lui manque pour apprécier l'ensemble et toutes les réalités de la situation : car la menace de la guerre sous-marine est bien peu de chose à côté de la menace d'invasion à laquelle les voisins immédiats de l'Allemagne sont exposés.

Quels que soient les égards que M. Wilson, en plusieurs parties de son message, montre pour les Alliés, quel que soit l'hommage discret qu'il leur rende, il n'en fait pas moins un peu trop bon marché de leurs intérêts les plus vitaux. Il y a fort à craindre que la paix qu'il nous recommande paye bien mal la France, en particulier, de ses sacrifices. Et puis si les intentions du président sont bonnes, si les paroles qu'il prononce en faveur des peuples opprimés sont louables, il lui manque peut-être un peu trop de n'avoir pas pris plus tôt la défense du droit des nations, à l'heure où l'Allemagne les foulait aux pieds. Comme le président Wilson serait plus fort pour fixer les destinées de l'Europe s'il avait pris une part plus active à une lutte dont il s'est contenté de rester le spectateur !

Jacques BAINVILLE.

(Voir le texte du message au Dernier Jour)

De l'arrogance à l'humilité

LA NOUVELLE TACTIQUE DE L'ALLEMAGNE

Depuis quelques jours, on chuchote un peu partout en Allemagne que des mesures terribles vont être prises en conséquence du refus que les Alliés ont opposé aux prétendues propositions de paix des puissances centrales. Par ces indiscretions calculées, dont la méthode est familière aux Allemands, on fait courir le bruit que les milieux officiels envisagent, pour le mois de mars, des mesures de guerre encore plus impitoyables que toutes celles qui ont été mises en vigueur jusqu'ici. Il s'agit comme toujours de la guerre sous-marine, mais d'une guerre sous-marine particulière, car, en réalité, c'est le chantage sur les neutres et principalement sur l'Amérique qui continue. On s'efforce d'alimenter aux Etats-Unis le désir de voir la cessation des hostilités et d'y créer une opinion favorable à l'idée de la paix allemande en exploitant la crainte que certains éléments américains ressentent de voir l'Union entraînée dans la lutte ou, du moins, exposée plus longtemps à de graves difficultés.

On peut, en ce moment, sans risquer de se tromper, attribuer à l'arrière-pensée d'entretenir et de développer la manœuvre pacifique presque toutes les attitudes et les campagnes des Allemands. Menaces ou promesses, démonstrations militaires ou exposés philosophico-politiques, tout tend à seconder le mouvement auquel ils ne feignent d'avoir renoncé que pour mieux le continuer en sous-main. Si l'Allemagne a ressenti la paix comme un besoin le 12 décembre et même, à en croire Guillaume II, dès le 31 octobre, on peut être sûr que ce besoin ne fait que croître avec tous les jours qui passent.

La réponse de l'Entente a été un coup qui pour quelque temps du moins, a imposé une sourdine à la campagne pour l'ouverture de négociations. Mais, en réalité, jamais cette campagne n'a cessé. Comme c'est sur les Etats-Unis surtout que l'Allemagne se propose de faire impression, son action prend toutes les formes susceptibles d'émouvoir l'opinion américaine dans ses fractions les plus diverses. C'est pourquoi, parallèlement à l'intimidation et au chantage à la guerre sous-marine, on voit la propagande allemande, sous la direction du comte Bernstorff, mettre en jeu d'autres arguments et s'efforcer de faire vibrer d'autres cordes.

Peu important les moyens pourvu que le résultat soit obtenu. Les propagandistes allemands n'hésitent même pas à mettre leur pays dans une situation humiliante pour avancer les affaires de la paix, — la paix que veut l'intérêt de l'empire.

Il faut retenir, à ce point de vue, comme un symptôme particulièrement frappant le plaidoyer du correspondant de l'agence Wolf. On sera surpris, au premier abord, d'apprendre qu'un journaliste allemand considère que la réponse de l'Entente a été bien reçue aux Etats-Unis et que les puissances centrales se feraient mal juger et même accuser d'insincérité si elles persistaient à refuser de publier leurs buts de guerre après que les Alliés ont fait connaître les leurs. Aussi longtemps que l'Allemagne cachera ses buts de guerre, elle sera suspecte de nourrir des desseins égoïstes et agressifs ; le correspondant de Wolf va jusqu'à convenir de cela et il conclut cet aveu par ce conseil pratique : « Un peu de franchise, dans le moment présent, serait d'une valeur incalculable pour la cause de l'Allemagne. »

Ce langage ne doit pas étonner. Il est clair que l'Allemagne essaye en ce moment de se faire demander ses conditions de paix qu'elle n'a pas voulu étaler d'elle-même, par esprit de marchandage d'abord, par orgueil ensuite. La réponse des Alliés l'ayant mise en état d'infériorité morale et lui ayant enlevé, aux yeux des neutres, le rôle pacifique qu'elle avait voulu s'attribuer, le gouvernement impérial

voudrait créer au dehors un état d'esprit tel qu'il pût se dire, vis-à-vis de son opinion publique, obligé d'abattre ses cartes. C'est toute la politique que le comte Bernstorff suit en ce moment aux Etats-Unis. La dépêche de l'agence Wolf la dévoile ingénument et annonce une nouvelle phase de la manœuvre qui a commencé le 12 décembre. — J. B.

Voici les passages essentiels de la dépêche du correspondant de l'agence Wolf à Washington :

La réponse de l'Entente à la note de M. Wilson a été favorablement accueillie par la presque unanimité de la presse américaine, à l'exception des journaux de Hearst et de quelques autres. Beaucoup de journaux refusent de prendre au sérieux les buts de guerre excessifs des Alliés, tout le monde traitant d'immorales les revendications territoriales de Roumanie et de l'Italie. Néanmoins, l'opinion générale est que, quoi qu'on puisse dire des buts de guerre pris en particulier, les gouvernements alliés ont répondu à l'appel de M. Wilson, ce que n'a pas fait l'Allemagne. La plupart des journaux considèrent que la situation des Alliés s'est trouvée améliorée de ce fait dans l'opinion publique neutre; ils ajoutent que les puissances centrales se feraient accuser de manque de sincérité si elles continuaient à refuser d'exposer leurs buts de guerre.

Un républicain influent appelle la note allemande « un papier manquant de franchise ». Il dit : « La façon d'opérer, pour l'Allemagne, si elle veut faire échec à la déclaration de l'Entente, est de formuler une contre-déclaration où elle fera un appel égal, ou même plus grand aux neutres. »

Pour quelque raison que ce soit, quelques-uns des buts de guerre de l'Entente seront sans doute favorablement accueillis. Les puissances centrales ne pourraient-elles pas faire en sorte que leurs propositions pussent être exposées ? Tant qu'elles seront gardées secrètes, il est impossible de contredire ceux qui déclarent que les buts de guerre des puissances centrales sont égoïstes, agressifs et qu'ils ne sont modérés qu'en ce qu'ils signifient que les puissances centrales prendront seulement ce qu'elles pourront prendre. Un peu de franchise dans le présent moment serait d'une valeur incalculable pour la cause de l'Allemagne.

Les exploits du second «Mœwe» réjouissent l'Allemagne

LONDRES, 22 janvier. — On mange d'Amsterdam au Times que les exploits du second Mœwe causent une grande joie en Allemagne.

Les journaux racontent que le lieutenant Badenitz, qui ramena le Yarrowdale à Swinemunde répondit au chef d'état-major de l'Amirauté qui, tout en le félicitant, lui demandait si sa tâche n'avait pas été souvent difficile avec un équipage peu nombreux et 469 prisonniers : « Je les laissais circuler librement. Quand on a un revolver, tout va bien. »

L'attitude des Etats-Unis à l'égard du corsaire

LONDRES, 22 janvier. — On mande de New-York au Daily Telegraph :

La presse américaine affirme que les Etats-Unis ne protesteront pas contre la destruction par le corsaire allemand des cargaisons constituant de la contrebande de guerre. Mais pour les cargaisons qui ne sont pas de la contrebande, une indemnité sera exigée. Les autorités sont convaincues que la question sera aisément réglée, un gage sérieux étant fourni par les innombrables navires allemands qui sont dans les ports américains.

Des difficultés pourraient cependant surgir si des Américains enlevés par le corsaire étaient retenus prisonniers en Allemagne.

Comment a été coulé le vapeur suédois « Gaeta »

SANTONA, 20 janvier. — Les naufragés du vapeur suédois Gaeta sont arrivés ici. Ils racontent que le sous-marin est apparu et qu'un officier allemand est monté à bord; il a reconnu les documents de charge, puis il a ordonné à l'équipage de s'embarquer dans les canots et a fait transborder tous les vivres.

Le navire a été ensuite coulé.
Avant de disparaître, l'officier allemand a remis au capitaine du Gaeta une carte disant :
« L'U-44 a coulé le Gaeta. »

L'EXPLOSION DE LONDRES a tué plus de cent personnes et en a blessé plus de quatre cents

LONDRES, 22 janvier. — D'après des renseignements non officiels, on a retrouvé jusqu'à présent sur les lieux de l'explosion une centaine de cadavres. Le nombre des blessés dépasserait 400.

Vittel-Grande Source

contre-poison de l'acide urique

LES ILLUSIONS DE L'«INTERNATIONALE»

« Que nous avons été sots ! »

C'est l'aveu qu'inspire au ministre
anglais du Travail l'attitude des
socialistes allemands

LONDRES, 22 janvier. — Selon le Times, M. John Hodge, ministre du Travail, au cours d'un discours qu'il a prononcé hier à Rotherham, sous les auspices de la Ligue nationale des ouvriers britanniques, a affirmé la résolution du prolétariat anglais de poursuivre la guerre jusqu'au bout.

« Je suis, dit-il, l'un de ces malavisés qui allèrent en Allemagne pour une mission de paix en 1910-1912. On parlait, alors, beaucoup de la prochaine guerre. Nous étions inquiets. En songeant à ce voyage, aujourd'hui, je me dis que nous étions une belle collection de... Je vous laisse le choix de l'épithète. »

« J'ai entendu raconter à M. Appleton, après une séance de la Fédération internationale des syndicats, où l'on avait discuté une motion proposant le recours à la grève générale pour empêcher la guerre, qu'un délégué lui dit, en dehors de la conférence : « Oh ! M. Appleton, vous autres Anglais, vous voulez une grève générale contre la guerre parce que vous en avez peur. Nous autres, nous avons une armée, et une belle organisation militaire. A vos yeux, la grève



M. JOHN HODGE

ve est un moyen commode de venir à bout de l'Allemagne ! »

M. John Hodge ajoute :

« Que nous avons été sots ! Les socialistes allemands auraient pu empêcher la guerre, mais ils étaient pénétrés des mêmes idées que Guillaume II. J'espère que nous comprenons tous aujourd'hui le sens de ce bluff pour la paix. Les Allemands, aujourd'hui, estiment qu'ils se sont assez battus; ils ont manqué de sagesse. S'ils s'étaient contentés de poursuivre pacifiquement leur guerre industrielle, ils nous auraient enlevé notre commerce en vingt ans. »

Le Congrès du Labour Party

LONDRES, 22 janvier. — Le Labour Party britannique se réunira cette semaine à Manchester pour son congrès annuel, qui est le troisième depuis le début de la guerre et le seizième depuis sa fondation. Les débats commenceront le 23 janvier et dureront jusqu'au 26 janvier.

L'ordre du jour du Congrès contient plusieurs résolutions relatives au problème de la guerre et aux questions d'après guerre, telles que la démobilisation, le rétablissement des prescriptions des trade-unions, le maintien du contrôle de l'Etat sur les mines et les chemins de fer. Le Congrès s'occupera également d'une motion de la minorité « Independent Labour Party » relative à l'ouverture des négociations de paix. Enfin, il devra se prononcer sur l'entrée de plusieurs des membres du parti dans le cabinet de coalition constitué par M. Lloyd George, le 7 décembre dernier. On s'attend, sur ce point, à une assez vive discussion.

Le Labour Party britannique comptait 375.000 membres en 1900. Il en compte actuellement, d'après le rapport qui sera lu au Congrès, 2.219.000.

Le Labour Party est la grande organisation politique ouvrière anglaise; sa constitution a donné lieu à de fréquentes critiques. Il est composé par le groupement de plusieurs associations : 1° les Trade-Unions; 2° les conseils du travail locaux; 3° les partis ouvriers locaux; 4° les sociétés socialistes; 5° les sociétés coopératives; 6° la Ligue du travail des femmes.

Les Trade-Unions, dont le principal organe est le Congrès des Trade-Unions, groupant 4 millions d'ouvriers, seront représentées pour environ 1.500.000 de leurs membres, au Congrès de Manchester.

Attaques allemandes repoussées au nord de Verdun

LES ACTIONS S'ÉTENDENT AUTOUR DE KOVEL

Sur notre front, les Allemands ont tenté un nouvel effort pour regagner un peu du terrain perdu au nord de Verdun. Comme presque toutes leurs réactions antérieures, celle-ci, non moins locale, s'est prononcée contre le centre de notre nouvelle ligne, au nord du bois des Caurières, que nous occupons complètement vers la petite crête qui sépare ce bois du bois Le Chaume. Précédée d'un violent bombardement, l'attaque a été recommencée deux fois et s'est brisée à chaque reprise sous nos tirs de barrage. Aussi l'état-major allemand la réduisant, en son bulletin, aux proportions d'un « rapide coup de main ».

En Roumanie, on ne signale que des escarmouches en Moldavie occidentale. La plus importante est une tentative d'attaque des Austro-Allemands dans la haute vallée de l'Oltuz. Cette attaque, arrêtée par le feu de la défense, n'a pu déboucher.

Par contre, le bombardement annoncé hier en Volhynie a été suivi d'actions assez vives qui se sont étendues, au nord de Velitzk, jusqu'à Roudka-Marinskaia. Après un premier succès, l'ennemi a été rejeté par une contre-attaque : une fois de plus, les renforts russes sont intervenus en temps utile, ce qui est d'un excellent augure. De leur côté, nos alliés ont élargi leur bombardement jusqu'à Svidniki et au Vieux-Mossor, de part et d'autre de la voie ferrée de Kovel à Rovno.

Il ne semble pas probable que les Austro-Allemands entreprennent en ce moment une opération importante en Volhynie. C'est en Galicie que leur attaque pourrait se lier à celles de l'armée Gerok et de la neuvième armée dans les Carpathes et en Roumanie. Au contraire, une offensive russe vers Kovel les gênerait considérablement dans l'exécution de ce plan, et on sait que nos alliés ne sont guère qu'à une trentaine de kilomètres de Kovel au sud-est, dans la boucle du Stokhod, et au sud dans la région de Kisseline.

Jean VILLARS.

COMMUNIQUE OFFICIELS

du LUNDI 22 JANVIER (903^e jour de la guerre)

14 HEURES.

SUR LA RIVE DROITE DE LA MEUSE, après un violent bombardement, les Allemands ont attaqué, hier, en fin de journée nos tranchées **AU NORD DU BOIS DES CAURIÈRES**. A deux reprises, nos feux d'artillerie et de mitrailleuses ont brisé les attaques de l'ennemi. Notre ligne a été intégralement maintenue.

La lutte d'artillerie a été active pendant la nuit **DANS LE SECTEUR DE LA CÔTE DU POIVRE**. **EN LORRAINE** et **EN ALSACE**, rencontres de patrouilles.

Nuit calme sur le reste du front.

23 HEURES.

Journée relativement calme, sauf sur la rive droite de la Meuse, où l'activité de l'artillerie a été très vive dans les secteurs de Douaumont et du bois des Caurières, ainsi que dans les Vosges, à la Chapelotte.

Le communiqué britannique

20 HEURES 20

Un détachement ennemi qui tentait, hier soir, un coup de main **AU NORD D'ARRAS** a été repoussé avec pertes avant d'avoir pu aborder nos lignes.

Une tentative analogue sur nos tranchées **AU NORD-EST DU BOIS DE PLOEGSTEERT** a également échoué ce soir.

A la suite de divers engagements de patrouilles, nous avons fait, la nuit dernière et au cours de la journée, un certain nombre de prisonniers vers Grandcourt, Neuville-Saint-Vaast, Fauquissart et Wytchaete.

Activité réciproque d'artillerie dans la journée au nord de la Somme et dans les régions de Ferre et Ploegsteert.

Notre artillerie lourde a provoqué une explosion dans les lignes allemandes en face d'Arras.

Le communiqué belge

Vive lutte des artilleries de campagne et de tranchées dans la région de Hetsas. Bombardement réciproque sur le reste du front belge.

• DERNIÈRE HEURE •

Le message du président Wilson au Sénat américain

WASHINGTON, 22 janvier. — Le président Wilson a adressé le message suivant au Sénat des Etats-Unis :

Messieurs les sénateurs,

Le 18 décembre dernier, j'ai adressé une note identique aux nations actuellement en guerre, les priant de me faire connaître d'une façon plus précise que ne l'avait fait encore chaque groupe des belligérants les conditions auxquelles elles estimaient possible de conclure la paix.

Les puissances centrales, dans une réponse commune, ont déclaré seulement qu'elles étaient prêtes à se rencontrer avec leurs adversaires dans une conférence pour discuter les conditions de la paix.

Les puissances de l'Entente, de leur côté, ont répondu d'une façon beaucoup plus nette et ont fait connaître en termes généraux certes, mais avec une précision suffisante et dans le détail, les arrangements, les garanties et les actes de réparation qu'elles estimaient être les conditions indispensables à un règlement satisfaisant. Nous sommes ainsi bien plus rapprochés d'une discussion précise de la paix qui doit mettre fin à la guerre actuelle. Nous sommes ainsi beaucoup plus près de la discussion d'un concert international qui devra, ensuite, conserver la paix au monde. Dans toute discussion de paix qui mettra fin à cette guerre, il va de soi que cette paix devra être suivie de quelque accord défini des puissances, capable de rendre virtuellement impossible qu'une semblable catastrophe puisse jamais nous accabler de nouveau.

LE ROLE DES ETATS-UNIS AU FUTUR CONGRES DE LA PAIX

J'ai saisi cette occasion de m'adresser à vous parce que j'ai pensé que je vous devais, en tant qu'assemblée associée avec moi dans la détermination finale de nos obligations internationales, de vous faire connaître, sans réserve, la pensée et le projet qui se sont formés dans mon esprit, concernant les devoirs de notre gouvernement pour les jours à venir, lorsqu'il sera nécessaire de poser de nouveau, et sur un nouveau plan, les fondements de la paix parmi les nations. On ne saurait concevoir que le peuple des Etats-Unis ne jouât pas son rôle dans le grand événement.

Prendre la part qui lui revient dans une telle affaire sera pour lui l'occasion qu'il a recherchée au nom des principes et des objets mêmes de sa politique et des actes de son gouvernement, tels qu'ils ont toujours été approuvés depuis le jour où il a formé une nouvelle nation, mû par ce haut et noble espoir qu'il pourrait dans tout ce qu'il a été et dans ce qu'il a fait montrer au monde les voies de la liberté.

Il ne peut honnêtement repousser le service qu'il est maintenant à la veille d'être appelé à rendre. Il ne veut pas le repousser. Mais il se doit à lui-même et il doit aux autres nations du monde de fixer les conditions auxquelles il se sentira en mesure d'accomplir cette tâche. Ce service n'est rien moins que celui-ci : *Ajouter son autorité et sa puissance à l'autorité et à la force des autres nations pour garantir la paix et la justice à travers le monde.* Un tel règlement ne peut pas maintenant être longtemps ajourné. Il est juste. Il est juste, avant qu'il ne vienne, que notre gouvernement formule franchement les conditions auxquelles il s'estimerait justifié en faisant approuver par notre peuple son adhésion formelle et solennelle à une ligue pour la paix. Je suis ici pour tenter de faire connaître ces conditions.

« LA SEULE PAIX POSSIBLE »

Il faut d'abord que la guerre actuelle se termine, mais nous devons à l'esprit de franchise qui nous anime et aux justes égards que nous avons pour l'opinion de l'humanité de dire que, en ce qui concerne notre participation à l'établissement des garanties de la paix future, il peut y avoir de grandes différences de vues pour savoir comment et à quelles conditions cette paix pourra s'établir.

Les traités et les accords qui peuvent amener la lutte à son terme doivent comporter des clauses qui établiront une paix digne d'être garantie et préservée, une paix qui recueillera l'approbation de toute l'humanité et non pas une paix qui serait l'instrument des intérêts respectifs et des buts immédiats des nations belligérantes.

Nous n'avons pas à dire notre mot pour déterminer quelles seront ces conditions de paix, mais nous aurons, j'en suis certain, le droit de parler sur la question de savoir si ces conditions seront établies d'une manière durable ou non, et si elles sont ou ne sont pas garanties par les termes d'un accord universel. Et notre opinion sur ce qui est fondamental et essentiel, en tant que conditions de stabilité, doit être exprimée dès maintenant et non pas plus tard lorsqu'il pourrait ne plus être temps.

Aucun accord de paix auquel ne s'associeraient pas les peuples du nouveau monde ne saurait suffire à préserver l'avenir de tout péril de guerre. Il n'y a qu'une seule paix possible : celle où les peuples de l'Amérique se joindront aux autres nations pour assurer sa garantie. Les éléments de la paix doivent être ces éléments mêmes qui commandent la confiance et satisfont aux principes des gouvernements américains, éléments faits de cette foi et de cette conduite politique que les peuples de nos pays ont une fois pour toutes adoptée et qu'ils sont décidés à toujours défendre.

Je n'entends pas dire qu'aucun gouvernement américain soit disposé à mettre un obstacle quelconque aux conditions de paix que les nations belligérantes pourraient adopter ou veuille chercher à les imposer une fois qu'elles auraient été arrêtées et cela quelles qu'elles puissent d'ailleurs être ; je tiens seulement ceci pour certain que de simples accords de paix entre les belligérants ne satisferont pas les belligérants eux-mêmes. De simples accords ne font pas une paix assurée. Il sera absolument nécessaire qu'une puissance soit créée qui garantisse la durée des arrangements et qui soit plus forte qu'aucune nation maintenant engagée dans la guerre, ou qu'aucune alliance déjà formée ou projetée, de telle sorte qu'aucune nation ou qu'aucun groupe de nations ne puisse la dominer ou y faire échec.

Le problème sur lequel reposent tout l'avenir de la paix et l'attitude du monde entier est celui-ci : « La guerre actuelle est-elle une lutte pour une juste et solide paix, ou seulement pour un nouvel équilibre des puissances ? S'il s'agit simplement d'une compétition pour un nouvel équilibre des puissances, qui pourra garantir la stabilité de cette nouvelle organisation ? »

Seule, une paisible Europe peut devenir une Europe stable. Il ne doit pas y avoir un équilibre des pouvoirs, mais une coordination des pouvoirs ; non point des rivalités organisées, mais un accord de paix organisé. Heureusement, nous avons reçu des assurances très nettes à ce sujet. Les hommes d'Etat des deux groupes de nations actuellement aux prises ont dit, dans des termes qui ne laissent aucune place à l'équivoque, qu'il n'entrerait aucunement dans leurs projets la pensée d'écraser leurs antagonistes.

UNE PAIX SANS VICTOIRE

Mais ces assurances peuvent être compromises différemment des deux côtés de l'Océan. Je pense qu'il sera utile que j'expose de vous exposer comment nous comprenons qu'elles doivent être. Elles impliquent avant tout que ça doit être une paix sans victoire. Je demande la permission de dire vraiment ce que j'en pense. Je cherche à répondre aux réalités et à y répondre sans dissimulation. Une victoire signifierait une paix imposée au perdant, les conditions du vainqueur imposées au vaincu. Elle serait acceptée dans l'humiliation, au prix de sacrifices insupportables et laisserait un ressentiment, un souvenir amer sur lesquels reposeraient les conditions de paix ; cette base ne serait qu'un sable mouvant. Seule une paix entre égaux peut durer, seule une paix dont les principes mêmes sont l'égalité et une participation commune à un bénéfice commun. Un juste état d'esprit, un juste sentiment entre les nations sont aussi nécessaires pour une paix durable que l'est le juste règlement des questions de territoire ou de nationalités.

L'égalité des nations sur lesquelles la paix doit être fondée pour qu'elle soit durable doit être une égalité de droits ; les garanties échangées ne doivent ni reconnaître, ni impliquer une différence entre les grandes nations et les petites, entre celles qui sont puissantes et celles qui sont faibles. Il faut que le droit soit basé sur la force commune, non pas sur la force individuelle des nations de l'union desquelles la paix dépendra.

Il y a encore quelque chose de plus grave que même l'égalité de droits parmi les nations organisées. Aucune paix ne peut durer ou ne doit durer qui ne reconnaisse pas et n'accepte pas le principe que les gouvernements tirent leur pouvoir du consentement de ceux qui sont gouvernés et qu'il n'existe nulle part de droit pour passer de main en main, de potentat à potentat les peuples comme s'ils constituaient un bien. J'admets, par exemple, pour n'en citer qu'un, que les hommes d'Etat de partout sont d'accord pour qu'il y ait une Pologne unifiée, indépendante et autonome et que désormais une garantie inviolable de la vie, de l'honneur et du développement social et industriel doit être assurée à tous les peuples qui ont vécu jusqu'ici sous l'autorité de gouvernements dont les buts ont été hostiles aux leurs.

LA BATAILLE DE ROUMANIE

Une offensive ennemie arrêtée dans la vallée de l'Oituz

PETROGRAD, 22 janvier. — Communiqué du grand état-major :

FRONT OCCIDENTAL DE LA GUERRE. — Au cours de la nuit d'avant-hier, les Allemands ont tenté une attaque avec deux compagnies sur nos positions au sud du village de Darova (sur la rivière Chara, au sud-ouest de Baranovitchi), mais, arrêtés par notre feu, ils ont été contraints de regagner leurs tranchées.

Dans la direction de Kovel, l'ennemi a bombardé violemment avec son artillerie et ses lance-bombes notre position sur le front Roudka-Marinskaya-Wellitsk ; ayant attaqué ensuite, il nous força à reculer au sud de Roudka-Marinskaya. Nos réserves étant intervenues, l'ennemi fut à son tour rejeté et notre position reconquise.

Dans la région de Svidniki, sur le chemin de fer Rojitch-Kovel et dans la région de Vieux-Mosson, nous avons dirigé un feu intensif sur les réseaux barbelés et les blindages de l'ennemi. On a remarqué que l'ennemi se jetait de la première ligne de tranchées dans la seconde et lançait de petits groupes de la réserve.

Au sud de Brody, l'ennemi a bombardé au cours de la nuit des parties de notre position près de Doub-Patough et Goukalegtce, ainsi que la chaussée Farnopol-Zolotchew.

Dans la direction au sud de Brzezany, le pilote français lieutenant Grasse a attaqué un avion allemand et l'a abattu ; celui-ci est tombé dans les positions allemandes près du village de Skomotokhi sur la Naraiwka.

FRONT ROUMAIN. — L'ennemi a tenté de prendre l'offensive dans la vallée de l'Oituz, mais il a été arrêté par notre feu. Sur le reste du front, fusillade.

FRONT DU CAUCASE. — Une attaque de deux bataillons dirigée sur nos positions situées à l'ouest de Kaemalkha a été repoussée.

MER NOIRE. — L'un de nos sous-marins a coulé dans le Bosphore un bateau à vapeur et deux voiliers ennemis.

Les nouvelles allemandes

THEATRE ORIENTAL DE LA GUERRE. — Front du prince Léopold de Bavière. — A l'ouest de Friedrichstadt, des détachements de reconnaissance russes, qui nous avaient attaqués pendant la nuit, ont été repoussés.

Front archiduc Joseph. — Dans les Carpathes orientales, il y a eu, en plusieurs endroits, des combats d'avant-postes qui se sont déroulés favorablement pour nous. Au nord de la vallée de l'Oituz, l'activité de l'artillerie a été, par moments, vive de part et d'autre.

Groupe d'armées von Mackensen. — A l'ouest de Pancin, une compagnie ennemie a attaqué notre position de défense sur la Putna ; elle a été repoussée.

LE COMMUNIQUÉ ITALIEN

ROME, 22 janvier. — Commandement suprême. — Sur tout le front, petite activité de l'artillerie ennemie.

Notre artillerie a bombardé les baraquements ennemis dans la zone de Lagazuoi (Rio Travenanzes-Boile) et a effectué les tirs habituels de dérangement et d'interdiction sur l'arrière de l'adversaire.

Sur le Carso, activité de nos détachements qui ont attaqué et dispersé des détachements ennemis en reconnaissance.

Des aviateurs anglais bombardent la citadelle de Bagdad

LONDRES, 22 janvier. — Officiel. — Nos avions ont jeté, le 20 janvier, six bombes de cinquante kilos sur et autour de la fabrique de munitions turque située dans la citadelle de Bagdad.

La guerre aérienne sur le front de Macédoine

SALONIQUE, 21 janvier. — Notre service d'avions continue activement ses opérations sur le front de Macédoine. C'est ainsi que dans la journée du 20 une de nos escadrilles a bombardé les campements ennemis de Topelani et les établissements militaires de Prilep.

SALONIQUE, 19 janvier (Retardée dans la transmission). — Un combat, livré ce matin entre un appareil ennemi et un avion anglais, s'est terminé par la victoire de ce dernier. Son adversaire est venu tomber près de Joanidza. C'est le troisième avion abattu depuis 19 jours par l'armée aérienne britannique. — Radio.

Ayuntamiento de Madrid

L'arrivée à Evian-les-Bains du premier convoi des 50.000 rapatriés venant d'Allemagne



Les 473 rapatriés qui viennent d'arriver à Evian-les-Bains par la Suisse étaient originaires, pour la plupart, d'Athies, de Péronne et de Roye. Avant d'être autorisés à quitter les régions envahies, ils avaient été refoulés jusqu'à Jeumont et Maubeuge. Leur arrivée à Evian a donné lieu aux scènes les plus touchantes : 1° les premiers rapatriés descendus du train.

2° à la sortie de la gare, les pauvres gens commencent à raconter leurs souffrances; 3° un groupe d'enfants avec leurs humbles bagages; 4° avant de recevoir leurs fiches de logement, les rapatriés passent au bureau des renseignements; 5° au service des renseignements, les noms sont classés par lettre alphabétique; 6° le banquet dans une salle du casino.

La revision des exemptés et réformés

PREMIER AMENDEMENT

La commission de l'armée de la Chambre examinera, ce matin, s'il y a lieu ou non d'accorder l'urgence que le gouvernement a l'intention de demander pour la discussion du projet relatif à la nouvelle visite des exemptés et réformés. Certains de ses membres manifestaient hier, en effet, l'intention de s'opposer à cette déclaration d'urgence, tout au moins tant que le problème des effectifs n'aurait pas été examiné dans son ensemble.

Bien que le nouveau projet ne doive être déposé que cet après-midi, plusieurs députés ont déjà manifesté leur intention de déposer des amendements.

M. Edouard Ignace reprend ainsi son texte relatif aux engagés spéciaux. Il demande que ces derniers, appartenant aux classes et catégories visées par le projet, soient soumis à la nouvelle visite, même si leur engagement est antérieur au 23 novembre 1916.

— La raison se refuse à comprendre, nous a-t-il dit, pour quel motif des exemptés ou réformés qui, par hypothèse, auraient bénéficié jusqu'à ce jour de ces erreurs ou de ces abus et qui, à la faveur de leur situation d'exemptés ou de réformés à tort, ont été admis à contracter un engagement spécial pour un emploi de leur choix, seraient maintenus dans cette situation irrégulière et échapperaient ainsi aux obligations de leur classe.

MM. Compère-Morel, Hubert Rouger et Vincent Auriol demandent, par contre, que les hommes appartenant à la territoriale et exerçant la profession d'agriculteur, d'ingénieur agronome ou faisant partie du corps enseignant agricole soient dispensés de la nouvelle visite.

M. Amédée Peyroux, député de la Seine-Inférieure, réclame la substitution des conseils de revision aux commissions de réforme. Il propose aussi de dispenser de la visite les hommes de la territoriale et ceux qui ont été réformés une seule fois depuis la mobilisation, mais à la suite de blessures de guerre ou de maladies contractées aux armées.

M. Le Brech veut dispenser de la visite les engagés spéciaux qui ont signé leur demande d'engagement et dont l'engagement a été accepté par le chef de corps ou de service avant le 23 novembre 1916.

Ce n'est d'ailleurs qu'un début. Il est à prévoir, en effet, que la plupart des 43 amendements déposés au premier projet seront repris par leurs auteurs.

Commission spéciale de réforme ou Conseil de revision?

Le projet de loi gouvernemental dont *Excelsior* a donné hier le texte et qui doit être soumis à la Chambre dans la séance d'aujourd'hui, prévoit l'examen des exemptés et des réformés qui y sont visés, par les commissions spéciales de réforme constituées dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi du 17 août 1915.

La Chambre sera vraisemblablement appelée, disions-nous, à choisir entre cette juridiction ou bien celle des conseils de revision; il est donc opportun de voir la différence existant entre l'une et l'autre.

L'article 3 précité renvoie simplement aux commissions spéciales de réforme ordinaires, en ajoutant que les médecins exerçant ou ayant exercé habituellement leur profession dans la subdivision ne pourront en faire partie, et que ces commissions, outre leurs attributions de droit, auront qualité pour décider si les hommes examinés sont ou non aptes à faire campagne.

Les dites commissions sont constituées ainsi qu'il suit :

Un général de brigade président (en principe, le général commandant la subdivision);

Un fonctionnaire de l'intendance militaire;

Le commandant du bureau de recrutement de la subdivision de région;

L'officier commandant la gendarmerie de l'arrondissement.

Afin d'éclairer la commission (qui, en règle générale, opère pour les hommes déjà incorporés), le major et le médecin chef de service du corps assistent la commission de réforme.

Les conseils de revision sont composés de la manière suivante :

Le préfet, président; à son défaut, le secrétaire général ou, exceptionnellement, le vice-président du Conseil de préfecture ou un conseiller de préfecture délégué par le préfet;

Un conseiller de préfecture;

Un membre du Conseil général du département autre que le représentant élu dans le canton;

Un membre du Conseil d'arrondissement, dans les mêmes conditions;

Un officier général ou supérieur désigné par l'autorité militaire.

Un sous-intendant militaire, le commandant de recrutement, un médecin militaire ou, à défaut, un médecin civil désigné par l'autorité militaire assis-

sent aux opérations du conseil de revision qui ne peut statuer qu'après avoir entendu l'avis du médecin.

Lors des revisions globales précédentes, analogues à celle projetée, la procédure a été la suivante :

1° Les réformés n° 1 et n° 2 et les exemptés contre-visités pour la première fois, en vertu du décret du 9 septembre 1914, ratifié par la loi du 30 mars 1915, ont été convoqués devant les conseils de revision réunis pour examiner le contingent de la classe 1915;

Les réformés n° 2 ou temporairement, entre le 2 août et le 31 décembre 1914, ont comparu, suivant la loi du 6 avril 1915, devant les conseils de revision de la classe 1917;

Les exemptés des classes 1915, 1916 et 1917, examinés à nouveau d'après les prescriptions de la loi du 13 avril 1916, ont aussi comparu devant les conseils de revision cantonaux réunis exceptionnellement.

Dans les deux derniers cas, des dispositions spéciales ont été adoptées par les lois visées : suppression du sous-intendant militaire, suppléance éventuelle du préfet par les sous-préfets, suspension de l'intervention des commissions médicales militaires et des commissions spéciales de réforme instituées par la loi du 7 août 1913, etc.

Commandant V...

La question des deux plats

Nos lecteurs se rappellent qu'il y eut avant la guerre une « Ligue des trois plats » qui fut lancée par *Excelsior*. On songeait déjà aux économies. Mais, trois plats, c'est encore trop pour les temps actuels. M. Herriot, ministre du Ravitaillement, a, en effet, annoncé au cours d'une séance du Conseil municipal de Lyon qu'il a l'intention de prendre un arrêté aux termes duquel les menus des restaurants de toutes catégories ne seraient plus constitués que de deux plats, non compris les hors-d'œuvre et les desserts.

On sait que dans cet ordre d'économies l'Angleterre et l'Italie ont donné l'exemple. Mais si l'intention du ministre se réalise, comment les restaurateurs parisiens accueilleront-ils cette nouvelle obligation ?

Au restaurant Viel, où nous le demandons, on nous répond que la mesure ne serait pas faite pour améliorer l'état des affaires surtout pour les maisons qui ont une clientèle élégante et des frais généraux élevés.

— M. Malvy n'avait-il pas été, il y a quelques mois, sur le point de prendre l'initiative de cette limitation des menus ? Si M. Herriot la réalise nous ne pourrions que nous incliner.

D'après cette réponse, nous ne pouvions douter de celle du gérant d'un Bouillon Duval.

— Mes clients, nous dit-il, se sont adaptés aux exigences de la guerre, et à cause de la cherté de la vie ils ne demandent plus guère qu'un plat ou deux.

Il nous restait à interroger pour finir un modeste « traiteur » dans un quartier populaire.

— J'ai une clientèle de travailleurs, nous confie-t-il : des mécaniciens, des chauffeurs, de braves gens, quoi. Les plats simples, ils les connaissent. Ils ne connaissent même que ceux-là. J'avais, ce matin, du petit salé aux haricots rouges dont un prince se serait régalé. La plupart ont pris une double portion. Ils n'ont pas besoin de deux plats, vous voyez, quand le premier est à leur goût.

« Ce n'est donc pas ici que l'arrêté dont vous parlez causera la moindre perturbation. »

LA VIE CHÈRE

La ville de Lyon donne l'exemple des économies

LYON, 22 janvier. — Sous la présidence de son maire, M. Herriot, ministre des Travaux publics, des Transports et du Ravitaillement, le Conseil municipal de Lyon a tenu une séance où plusieurs décisions importantes ont été prises.

M. Herriot a tenu à exposer les mesures qu'il a prises pour remédier à la crise des transports et à celle des charbons : augmentation de la production nationale grâce à la collaboration du syndicat des Houillères, importation de charbons anglais et aussi utilisation de gisements miniers abandonnés; renforcement de la main-d'œuvre; adjonction du combustible de surface, de lignite et de tourbe.

Pour remédier à la crise du sucre et à la hausse du beurre, le maire de Lyon prendra les mesures suivantes :

Fermeture des pâtisseries deux jours par semaine; limitation à deux plats par repas des menus préparés par les restaurants de tous ordres, hors d'œuvre, dessert en sus.

A la suite de nouveaux pourparlers entre la ville et la Compagnie du gaz un accord est intervenu :

Pour une période qui commencera le 1^{er} février et se terminera un an après la signature de la paix, l'abonné paiera 18 centimes le mètre cube de gaz jusqu'à 60 mètres cubes, et 20 centimes par mètre cube au-dessus de 60 mètres. Les abonnés nouveaux paieront 20 centimes le mètre cube.

LE MESSAGE du président Wilson

— SUITE —

Le monde ne peut vivre en paix que si sa vie est stable, et il ne peut y avoir de stabilité là où il y a désir de rébellion, là où il n'y a pas de tranquillité d'esprit ni le sens de la justice, de la liberté et du droit.

Autant que possible, d'ailleurs, chacun des grands peuples qui luttent actuellement pour un plein développement de leurs ressources et de leur puissance devrait être assuré d'un débouché direct vers les grandes routes de la mer. Là où ce résultat ne peut pas être obtenu par la cession de territoires, il n'est pas douteux qu'il doit être atteint par la neutralisation des droits directs de passage sous les garanties générales qui assureront la paix elle-même.

Avec le concours d'un comité d'organisation convenable, aucune nation ne doit se voir fermer le libre accès aux routes ouvertes du commerce du monde, et les routes de la mer doivent être libres à la fois en droit et en fait. La liberté des mers est la condition *sine qua non* de la paix, de l'égalité et de la collaboration.

Le commerce libre, constant et assuré entre les nations fait partie intégrante de l'état de paix et du développement des nations. Il ne devrait pas être difficile, soit de définir, soit d'assurer la liberté des mers, si les gouvernements du monde désirent sincèrement conclure un accord à cet effet.

C'est un problème en relation étroite avec la limitation des armements navals. Or, la question de la limitation des armements navals ouvre un problème plus vaste et peut-être plus difficile à résoudre : celui de la limitation des armées et de tous les programmes de préparation militaire.

La question des armements, soit sur terre, soit sur mer, est la question immédiate et primordiale en connexion avec les destinées des nations et de l'humanité.

J'ai parlé de ces importantes questions sans réserve et avec la plus grande franchise, parce qu'il m'a semblé nécessaire, s'il existe réellement quelque part un désir sincère de paix, de parler un langage franc. Je suis la seule personne jouissant d'une autorité parmi tous les peuples du monde qui ait le droit de parler et de ne rien cacher.

Je parle comme simple individualité, mais je parle cependant aussi comme le chef responsable d'un grand gouvernement et j'ai le sentiment d'avoir dit ce que le peuple des Etats-Unis souhaitait de m'entendre dire. Ne puis-je pas ajouter que j'espère et que je crois avoir en effet parlé pour des esprits libéraux, pour ceux qui dans chaque nation sont les amis de l'humanité tout entière, pour les adhérents aux programmes de liberté. Je me plais encore à croire que j'ai parlé pour cette masse jusqu'ici silencieuse de l'humanité qui, dans les diverses régions intéressées, n'a pas encore en l'occasion ni le moyen d'exprimer les vrais sentiments de leur cœur devant la mort et la ruine qu'ils voient accabler les personnes et les foyers qui leur sont le plus chers.

Je propose donc que les diverses nations adoptent, d'accord, la doctrine du président Monroe comme la doctrine du monde; qu'aucune nation ne cherche à imposer sa politique à aucun autre pays, mais que chaque peuple soit laissé libre de fixer lui-même sa politique personnelle, de choisir sa voie propre vers son développement, et cela, sans que rien le gêne, le moleste ou l'effraie et de façon à ce que l'on voie le petit marcher côte à côte avec le grand et le puissant.

Je propose donc que dorénavant toutes les nations évitent les complications d'alliances qui pourraient les entraîner à des rivalités de pouvoir, les envelopper dans un filet d'intrigues et de compétitions égoïstes et, par des influences venues de l'extérieur, les détourner de leurs propres affaires; il ne saurait exister de complications d'alliances dans un loyal accord de puissances; quand nous sommes tous unis pour agir dans le même sentiment et en vue du même but, nous agissons dans l'intérêt général et nous restons chacun libres de nos propres actes sous la protection de tous.

Je propose un gouvernement établi par le consentement du gouverné, la liberté des mers que les représentants des Etats-Unis en des conférences internationales successives ont réclamée avec l'éloquence des ardents disciples de la liberté, je propose enfin la limitation des armements sur terre et sur mer, de façon que l'armée et la marine soient simplement les auxiliaires de l'ordre et non plus les instruments de l'agression et de la violence égoïste.

Tels sont les principes américains, telle est la politique américaine, les seuls que nous puissions soutenir. Et ce sont déjà les principes et la politique de ceux des hommes et des femmes qui, dans toutes les parties du monde, regardent en avant, les principes de toute nation vraiment moderne, de toutes les collectivités humaines qui accueillent la lumière. Ce sont les principes de l'humanité et ils doivent prévaloir.

ECOLE Boulevard Poissonnière, 19
Rue de Rivoli, 53 **PIGIER**
Commerce, Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc.

LES CONTES D'EXCELSIOR

LA PIPE

Flapeau ! Jeanne Flapeau ! Vous ne connaissez que ça !...

« Flapeau, vous déraisonnez ! Flapeau, vous êtes insupportable ! Flapeau, laissez la cuisinière porter ce seau de charbon. Ce n'est pas votre affaire ; vous ne devez pas oublier votre âge ! Flapeau, on vous aime bien !... »

Vous ne connaissez que ça !

Ou enfin vous connaissez beaucoup de Jeanne Flapeau, moins que vos parents, bien sûr... plus que n'en connaissent vos enfants, plus sûrement encore, car la race s'en perd et il n'y en a déjà plus tant ! Jeanne Flapeau, la vieille, vieille bonne fidèle à la famille, fermée à tout ce qui n'est pas cette famille-là, dévouée jusqu'à la mort, susceptible, autoritaire, indiscrete, admirable !

Jeanne Flapeau est entrée en 1850 au service de M. et Mme Delaigle, qui venaient de se marier. Elle a élevé leur fille Francine ; elle a enterré M. et Mme Delaigle ; elle a marié, en 1874, Francine à Etienne Parmier, qu'elle fut longtemps à détester et qu'elle adora par la suite, lorsque Parmier ne lui contesta pas ses « droits » sur le petit garçon qui venait de naître, en 1895, et que Flapeau considéra aussitôt comme un petit dieu. Si bien que lorsque le petit dieu prétendit à son tour faire valoir ses « droits » sur Flapeau, la bonne femme ne fit pas « ouf ! » et capitula sans sommation.

Quel drôle de ménage ils faisaient, le petit Octave et l'excellente Flapeau !... Toujours en disputes et en récriminations. Mais, un jour, Octave était tombé malade et Flapeau l'avait veillé trois semaines sans se coucher ; et, un autre jour, Flapeau ayant pincé une pleurésie, Octave accourait du collège, la figure bouleversée, pour vite connaître le résultat de la grande consultation que ses parents avaient exigée pour la vieille et incomparable amie dont ils avaient appris à connaître le cœur, où ils régnaient tout seuls au monde.

Et puis, ses études finies, Octave commença son droit. Un immense respect pour tant de science envahit l'âme de la bonne femme.

Et puis, la guerre éclata, et Octave partit rejoindre son régiment. Flapeau avait alors soixante-quinze ans. Elle était encore solide. Elle ne pleura pas. Elle crispa ses poings et proféra à l'endroit du kaiser des menaces abominables. Puis, elle passa par une longue période d'abattement et de silence ; et enfin, pour s'étourdir, elle prétendit, bien que déchargée depuis longtemps de tout service, entreprendre des gros ouvrages dans la maison.

M. et Mme Parmier la laissaient faire, évitant seulement qu'elle n'allât trop loin. Mme Parmier lui lisait dans le journal les nouvelles de la guerre, ou lui lisait aussi, car elle ne savait lire, toutes les lettres d'Octave. Elle apprit ainsi qu'Octave s'était battu, qu'il avait reçu la croix de guerre, qu'on l'avait nommé sergent sur le champ de bataille. Elle croisait ses vieilles mains sur sa robe noire et elle disait à Mme Parmier :

— Crois-tu, Francine !... Crois-tu ! Ce petit, c'est un vrai lion !

Le tour de permission d'Octave arriva. Il avait écrit :

« Après-demain, à 8 heures, vous entendrez carillonner. Ce sera moi ! »

Où, la veille de ce grand jour, était donc passée Flapeau ?

La cuisinière l'avait vue se chauffer, mettre son plus beau bonnet noir et sortir en grand mystère. Elle était revenue deux heures après et s'était enfermée dans sa chambre. Tant son air était fier et distant, personne n'avait osé l'interroger.

On ne sut le motif de sa secrète sortie que le lendemain matin, quand on la vit s'avancer, toute tremblante, au-devant du poilu et lui tendre un petit paquet :

— Voilà, Octave. Je l'ai bien choisie pour toi. J'ai pris la plus belle : je n'ai pas regardé au prix, va ! Tu t'en serviras en pensant à ta vieille Flapeau, pas ? Mon beau gars !... Mon beau mignon !...

C'était une pipe ! Une pipe extraordinaire, en fine écume avec un énorme bout d'ambre ; une pipe de quatre-vingts, de cent francs, au fourneau sculpté d'une héroïque tête de zouave,

le tout douillettement couché sur le velours vert d'un écrin luxueux.

Tous se regardèrent. Certes, Flapeau, qui recevait toujours ses gages et ne dépensait rien, avait de belles économies ; elle pouvait ne pas regarder à la dépense. Toutefois, l'opulence du cadeau indiquait clairement le désir de la vieille femme de « faire grand » pour son Octave, et chacun se sentit attendri.

— Flapeau !... tu es folle ! Flapeau !... c'est cent fois trop beau !...

— Rien de trop beau pour toi, mon trésor !...

— Aussitôt après le déjeuner, ma bonne Flapeau, je la bourre et je la fume... et tu verras avec quel bonheur !

Or, à la suite d'un refroidissement gagné en Argonne, Octave Parmier, qui n'avait jamais été grand fumeur, ne fumait plus du tout.

— Que vas-tu faire, mon pauvre chéri ? lui demanda sa mère.

— Ce que je vais faire?... Que veux-tu donc que je fasse ? Je fumerai la pipe de Flapeau. Je la culotterai et je lui montrerai les progrès de ce culottage. Elle sera si heureuse !...

— Et si tu es malade ?...

— Bah !... J'avalerai des boules de gomme après chaque pipe... et Flapeau vaut bien quelques nausées, je pense !...

Et le sergent fit comme il l'avait dit.

Durant toute sa permission, il culotta la pipe luxueuse, devant Flapeau doucement satisfaite.

Après chaque épreuve, Octave courait se laver la bouche dans le cabinet de toilette... Qu'importait ? Allait-on dire à Flapeau qu'elle s'était trompée ? On n'inflige pas d'humiliations à une Flapeau !

La permission finie, le soldat fit mine d'emporter la pipe avec lui. Mais où l'aurait-il fourrée là-bas, dans la cagna, dans les tranchées ?... La pièce fragile eût été brisée au bout de cinq minutes ! On la confia à un ami de la famille qui la serra au fond d'un tiroir, en attendant la prochaine permission du sergent.

Dans la première lettre qu'il envoya à sa mère, Octave écrivait : « Dis bien à Flapeau que sa pipe a fait sensation dans la section. Tout le monde m'envie. On dit que c'est moi le plus gâté. Et ce que je puis assurer, c'est que le colonel lui-même n'a pas une pipe aussi belle... »

— Le colonel lui-même !... répétait Flapeau en hochant sa vieille tête... Le colonel lui-même qui n'en a pas une aussi belle !... Crois-tu, ma petite Francine !

Michel SORBIER.

LA MODE

POUR DINER

La robe de dîner actuelle ne diffère point beaucoup d'une robe d'après-midi. Elle est un peu plus ouverte-peut-être et aussi un peu plus claire parfois,



Robe de crêpe Georgette brodée d'acier

quoique les robes noires soient bien commodes et pratiques pour dîner, avec la rareté des taxis. Celle-ci est en crêpe Georgette gris-mauve, brodée d'acier ; c'est une robe toute simple, dont la jupe et le corsage très flous sont réunis par une ceinture brodée d'acier. Sur cette robe sont posés, devant et derrière, deux panneaux, formant étoile, plissés et brodés ; ils sont réunis par une partie brodée qui dessinent deux fausses poches sur les hanches. Ces panneaux sont un peu plus longs que le reste de la robe ; c'est un mouvement assez caractéristique de la mode actuelle, que ces jupes, ces jaquettes ou ces casques arrondies du bas selon une ligne très inégale. Un gros feston d'acier, très lâche, borde les parties brodées et aussi l'encolure. L'ensemble d'une tonalité douce est charmante en sa simplicité.

Le même modèle pourrait être répété fort heureusement en crêpon noir et acier ou en tulle noir avec broderie de perles, de jais, car on nous annonce, dès maintenant, une grande vogue de la broderie pour les robes printanières.

TRIBUNAUX

La hausse et l'accaparement du lait

Les trois seuls nourrisseurs de la commune de Drancy (Seine-et-Oise), Mme Bac et MM. Ackermann et Baudry, avaient subitement, fin septembre dernier, porté à 50 centimes le prix du lait. Toutefois, les épiceries de la localité, qui s'approvisionnaient aux « Fermiers Réunis », vendaient le lait à un prix moindre. Pour supprimer cette gênante concurrence, les nourrisseurs soulevèrent le livreur des « Fermiers Réunis », un nommé Lesage, en lui octroyant, à l'insu de sa maison, un pourboire par chaque pot de lait qu'il leur livrait.

En vertu de la loi du 20 août 1916 sur les accaparements de denrées alimentaires, les trois nourrisseurs étaient poursuivis, hier, devant la huitième chambre du tribunal correctionnel.

Pour leur défense, les inculpés ont prétendu qu'ils avaient été mis dans la nécessité d'augmenter le prix du lait en raison de la hausse de la nourriture des vaches.

Le tribunal retenant le délit d'entente visé par la loi, a jugé sévèrement :

« Attendu, dit-il, que ceux qui profitent de l'état de guerre pour se procurer des bénéfices exceptionnels et injustifiés commettent une action au plus haut point répréhensible, et que toute spéculation illicite, surtout lorsqu'elle porte sur des denrées de première nécessité comme le lait, présente un caractère de particulière gravité... »

Le livreur Lesage a été condamné à quatre mois d'emprisonnement et 1.000 francs d'amende. Les nourrisseurs, Mme Bac et MM. Ackermann et Baudry se sont vu infliger chacun deux mois de la même peine et 1.000 francs d'amende.

INFORMATIONS JUDICIAIRES

La banque de Siméoni de Florès

Poursuivant son information sur l'affaire de la banque du Comptoir des valeurs industrielles, 8, rue Gaillon, M. Pradet-Balade, juge d'instruction, a commis, hier, trois experts, MM. Cruchon, Ponce et Faure, aux fins d'examen des livres de comptabilité. Le magistrat instructeur interrogera, vers la fin de la semaine, les deux inculpés, MM. Siméoni de Florès, directeur de la banque, et le prince de Broglie-Revel, administrateur-délégué, qui ont fait choix, comme défenseurs, de M^{rs} Paul Gaye et Lagasse.

De nouvelles arrestations sont imminentes.

Une manifestation franco-brésilienne à la Fédération des amitiés franco-étrangères

Paris a tenu à fêter particulièrement M. Ireneu Machado, sénateur, président de la Ligue maritime brésilienne.

Hier matin, l'association France-Amérique latine et la Ligue maritime française, sous les auspices de la Fédération des amitiés franco-étrangères, lui ont offert un banquet que M. Nail, sous-secrétaire d'Etat à la Marine marchande, a présidé. Un grand nombre de personnalités avaient tenu à participer à cette manifestation de sympathie en l'honneur de l'homme d'Etat qui, le 8 août 1914, fit adopter par la Chambre des députés du Brésil une motion constituant la seule protestation officielle, émanant d'une puissance neutre, contre la violation du droit international.

M. Millerand, ancien ministre, président de la Ligue maritime française, a rappelé au dessert les termes de cette protestation solennelle :

Après M. Louis Nail, qui a apporté l'hommage du gouvernement, M. Paul Doumer a montré combien les sentiments d'amitié qui existaient entre la France et le Brésil se sont affirmés nettement depuis le début des hostilités. M. Paul Adam a rendu hommage à la science brésilienne.

M. Ireneu Machado a remercié brièvement, mais avec une grande ferveur :

— Français et Brésiliens, a-t-il affirmé, nous puissions toute notre vie aux sources de la même civilisation. La cause pour laquelle se battent sur les rives de la Marne, sous les forts de Verdun, les poilus de 1914, c'est la cause des Brésiliens, c'est la cause des Américains, celle de tous les hommes libres qui ne sont pas engagés dans l'œuvre destructrice de la civilisation occidentale.

(Voir la photographie, page 12.)

LAIT CONDENSÉ FARINE LACTÉE

NESTLÉ

En Vente chez les Pharmaciens Epiciers Herboristes

LA MARQUE PRÉFÉRÉE

THÉÂTRES

PETITE GAZETTE DE LA COMÉDIE

Entre la représentation de *Phèdre*, du jeudi 18 janvier, et celle d'après-demain, Mme Piérat a joué : samedi, la *Princesse Georges* ; dimanche, le *Duel* ; enfin, hier, la *Marche nuptiale*. Je constate, une fois de plus, l'importante et brillante place que tient dans la Maison la vibrante comédienne... bien qu'elle ne soit pas à part entière, et je passe à la critique de Mlle Gabrielle Robinne, dans *l'Aventurière*.

Mlle Cécile Sorel a jeté sur le rôle de Clorinde un tel éclat qu'il est indispensable de faire appel à une grande indulgence pour apprécier la très intéressante interprétation de la consciencieuse artiste qui la double. Cependant, la "comparaison", comme dirait Gros-René, est le seul moyen de vous faire comprendre, en peu de mots, la façon dont Mlle Robinne a composé son personnage.

La différence entre les deux Clorindes se symbolise dans l'opposition de leurs costumes. Celui de Mlle Sorel, aux couleurs claires, vives, chatoyantes, est éblouissant ; celui de Mlle Robinne est sombre, presque sévère dans sa simplicité. Mlle Sorel incarne une aventurière de haute envergure, on la sent très supérieure aux événements qu'elle subit sans en être accablée ; Mlle Robinne représente et anime une bourgeoise rusée, astucieuse, âpre à la lutte et au gain ; la première jongle gaiement avec les sentiments, les paroles et les écus ; la seconde, plus terre à terre, traite des affaires ; l'une a du panache, l'autre du raisonnement. La Clorinde de Mlle Sorel vous donne la sensation d'une aventurière "de naissance" ; celle de Mlle Robinne, d'une aventurière "de profession".

Emile MAS.

Les premières d'aujourd'hui. — A 8 heures précises, au Théâtre Antoine, première représentation de *la Lumière sous le boisseau*, de M. Gabriele d'Annunzio, avec M. Giulio Tempesti et sa troupe.

Demain mercredi, le *Crime de Sylvestre Bonnard*, avec M. Gémier et Mme Michelle.

Ce soir

Opéra. — 7 h. 30, jeudi, *l'Etranger*, *Coppélia*.
Comédie-Française. — 8 h., *Don Juan*, ou *le Festin de Pierre*.
Opéra-Comique. — 7 h. 30, la *Tosca*.
Odéon. — 7 h. 45, les *Deux Orphelins*.
Théâtre-Lyrique. — 8 heures, le *Petit Chaperon rouge*.
Antoine. — 8 heures, *la Lumière sous le boisseau*.
Athénée. — Relâche, jeudi, *Chichi*.
Bouffes-Parisiens. — 8 h. 15, *Jean de La Fontaine*.
Châtelet. — 8 heures, *Dick*, roi des chiens policiers.
Th. Edouard-VII. — 8 h. 45, *Son petit frère*.
Gaité. — 7 h. 45, *Craintivebille*, *Service*.
Grand-Guignol. — 8 h. 30, le *Laboratoire des hallucinations*.
Gymnase. — 8 h. 15, la *Veille d'armes*.
Nouvel-Ambigu. — 8 h. 30, *Mam'zelle Nitouche*.
Th. Michel. — Relâche, jeudi, *l'Accord parfait*, *Je te jette par la fenêtre*.
Palais-Royal. — 8 h. 30, *Madame et son filleul*.
Porte-Saint-Martin. — 7 h. 30, *Cyrano de Bergerac*.
Sarah-Bernhardt. — 8 h., *l'Aiglon* (sauf lundi et vendredi).
Apollo. — 8 heures, *les Maris de Ginette*.
Capucines (tél. Gut. 56-40). — 8 h. 30, *Crème-de-Menthe*.
Allo ! revue ; la *Clef* ; *Aux chandelles*.
Réjane. — 7 h. 45, *l'Oiseau bleu*.
Renaissance. — 8 heures, la *Guerre et l'Amour*.
Scala. — 8 heures, la *Dame de chez Maxim*.
Variétés. — 8 h. 15, *Moune* (Max Dearly, Jane Renouard).

FEUILLETON D' « EXCELSIOR » DU 23 JANVIER 1917

E.-M. LAUMANN et JEAN BOUVIER

L'OTAGE

G and roman d'aventures et de guerre

PREMIERE PARTIE

LE CALVAIRE D'UNE MÈRE FRANÇAISE

IX

Karl

— Tout à coup, Karl se souleva et prononça avec une méchanceté joyeuse :

— Je suis meilleur socialiste que toi, Parisien ; je te parie que le *Terrible* ne prendra pas part à la bataille, s'il y en a une qui commence...

Pour répondre à ces paroles, tout le navire fut comme secoué par un frisson. Une double et formidable détonation éclatait.

De concert avec toute l'escadre, le *Terrible* ouvrait le feu. A partir de cet instant, les détonations proches ou lointaines roulèrent continues sous le ciel. Tous y prêtaient l'oreille, s'imaginant la bataille, reconnaissant aux sons les unités qui tiraient. Réduits à l'impuissance au milieu d'une action violente, les soutiers se montraient nerveux.

MUSIC-HALLS

Olympia (Central 44-68). — 2 h. 30 et 8 h. 30, 20 vedettes et attractions.

Ba-Ta-Clan. — 8 h. 30, *l'Anticafardiste*, revue.

CINÉMAS

Caumont-Palace. — Aujourd'hui, demain et mercredi, à 2 h. 30, *Judea* (l'Ombre mystérieuse). Places : 0 fr. 30 à 1 fr. A 8 h. 15, même programme. (Prix ordinaires).
Vaudeville (Gut. 02-09). — 8 h. 30, *Christus*, avec orchestre et grand orgue.

Une conférence de M^{me} Myriam Harry

Notre collaboratrice, Mme Myriam Harry, a fait hier, à l'Université des Annales, une conférence très applaudie sur la Tunisie des poètes et des soldats.

M^{me} MYRIAM HARRY

(Phot. Chéri-Rousseau.)

Elle évoqua les paysages d'Afrique et campa dans ces décors colorés les musulmans qui les ont quittés pour venir défendre la France.

Elle a noté en passant une curieuse et amusante déformation de mots français qui enrichissent le vocabulaire sabir, et notamment la nouvelle formule « Djerman ne fou », aussi pittoresque que peu académique — n'est-ce pas la d'ailleurs l'expression d'un joli fatalisme et une sorte de Mektoub modernisé sentant à la fois la tranchée et la chaude terre d'Afrique ?

Mme Myriam Harry, qui a revu dans les hôpitaux militaires les types qu'elle connaît si bien, n'a pas trouvé leur âme sensiblement modifiée par les épreuves de la guerre. Ce sont toujours les grands enfants épris de la vie, mais n'ayant pas peur de la mort.

COURS ET CONFÉRENCES

Université des « Annales » (51, rue Saint-Georges, Paris) — Demain mercredi 24 janvier, à 2 h. 1/2 : *La Fontaine et la comédie humaine*, conférence par M. Jean Richelin.

LES BOURSES DANS LES LYCÉES DE GARÇONS ET DE JEUNES FILLES

Les examens pour la délivrance du certificat d'aptitude aux bourses, pour garçons et jeunes filles, accordées par l'Etat, les départements et les communes dans les lycées et collèges, auront lieu, pour les jeunes filles, le 29 mars, au chef-lieu de chaque département.

Les examens pour les garçons sont fixés au 22 mars.

L'abondance des manuscrits qui nous sont envoyés et la nécessité où nous nous voyons de ne pas les rendre, qu'ils aient été publiés ou non, nous forcent à prier nos confrères et nos correspondants de garder copie des articles qu'ils nous adressent.

BLOC-NOTES

LA JOURNÉE

Fête à souhaiter : aujourd'hui mardi, Saint Raymond ; demain, Saint Timothée.

— A 3 heures : Séance à la Chambre des députés.

CORPS DIPLOMATIQUE

— Le président de la République a reçu hier, à 5 heures, en audience officielle, M. de Alvear, qui lui a remis les lettres l'accréditant en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine.

La réception a eu lieu conformément au cérémonial d'usage.

MARIAGES

— Dans l'intimité, a été célébré, en la cathédrale Saint-Jean, à Lyon, le mariage de notre confrère Camille Ducray, sous-lieutenant d'infanterie, décoré de la croix de guerre, avec Mlle Marcelle Pellegrin.

— Mgr l'archevêque de Tours a béni, dans sa chapelle particulière, le mariage de Mlle Suzanne Lanthiez de Noreuil, avec le docteur de Fénis de Lacombe, médecin aide-major de 1^{re} classe.

— En la cathédrale de Bordeaux, vient d'être béni le mariage de Mlle Marabail, fille du général commandant en chef la 18^e région, avec M. Berlier de Vauplane.

— Le mariage de M. Léon Rey, archiviste paléographe, maréchal des logis à l'armée d'Orient, fils de M. Gabriel Rey, notaire à Paris, décédé, et de Mme née de Longueuil, avec Mlle Aman-Jean, fille du peintre et de Mme née Claudius Jacquet, a été béni, dans l'intimité, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas.

DEUILS

Nous apprenons la mort :

Du général de brigade Massu, de la 2^e section du cadre de réserve, commandeur de la Légion d'honneur, décédé à soixante-dix-huit ans, en son domicile, rue Perronet, à Neuilly. Un de ses fils et son gendre sont tombés au champ d'honneur.

Du comte Haliez-Claparède, décédé en son domicile, 3, rue Montaville. Très répandu dans la société et le monde des arts et des sports, le comte Haliez-Claparède était membre du cercle de l'Union, du Jockey et de l'Automobile Club.

De M. Julien Weber, fils de notre confrère Jean Weber, décédé à dix-sept ans.

De Mlle Marie Hesse, décédée en son domicile, 1, rue du Général-Foy.

De M. Rangabé, ministre plénipotentiaire de Grèce en retraite, décédé à Nice, à soixante-quinze ans.

Du duc d'Athol, décédé à soixante-seize ans. Septième duc d'Athol, il avait épousé la fille de sir Thomas Moncrieff.

De M. Jules Favre, ancien proviseur du lycée Montaigne, décédé en son domicile, 97, boulevard Saint-Michel.

De M. Achille-Alfred de Monteverde, ancien conseiller de légation de S. M. le roi de Portugal à Rome, décédé à Bayonne, victime d'un accident.

De Mme de Belvezet, baronne de Ligeac, née de Pompery, décédée à Tours, à quatre-vingt-onze ans.

De M. Alexandre Ferrant, membre de l'Académie espagnole, décédé à Madrid.

LA CURIOSITÉ

HOTEL DROUOT. — VENTE D'AUJOURD'HUI

Salle 11. — Meubles et sièges anciens et de style ; coffre sculpté, bronzes, sculptures, tableaux, gravures, porcelaines, tapisseries, etc., appartenant à Mlle R..., artiste dramatique. M^{re} André Desvrouges, c.-p. ; MM. Duchesne et Duplan, exp.

Karl lui-même laissait échapper des mouvements d'impatience.

Heureusement, la porte du réduit où ils se trouvaient s'ouvrit. Une voix commanda :

— Soutiers de la deuxième bordée bâbord, en bas !

Les hommes se précipitèrent, torse nu, par les échelles de fer jusqu'aux plus grandes profondeurs du navire. Derrière eux, les portes et les trappes se fermèrent et furent boulonnées.

Les hommes se trouvaient devant les « gueulards ».

Le chef de chauffe les vit se planter à leur poste. Il commanda :

— Ouvrez les tiroirs, chargez les fourneaux.

Subitement Karl fit un mouvement du bras qui suspendit l'action de ceux qui allaient obéir.

— Chef, dit-il, on ne peut pas charger les fourneaux !

— Et pourquoi ?

— Parce que c'est moi qui ai volé les cartouches de dynamite, et qu'à l'heure qu'il est elles sont dans le charbon !

Les soutiers eurent un mouvement de recul.

Le maître de chauffe resta un moment stupéfait puis, s'avançant vers Karl, il lui mit les mains sur les deux épaules :

— Qu'est-ce que tu dis ?

— Je dis que les dix cartouches volées à l'arsenal sont dans le charbon.

— Crapule ! cria le Frisé.

Une sonnerie claire, impérative, retentit dans la chambre de chauffe : trois coups, puis deux. Elle commandait :

— Poussez les feux !

Le chef de chauffe s'était resaisi, il repoussa brutalement Karl et se retourna vers les autres.

— Garçons, cette canaille-là nous ment pour faire de nous des lâches, aux fourneaux, chargez !

Mais ces soutiers qui allaient affronter la plus terrible des morts et envisageaient sans trembler le

risque d'être noyés ou brûlés dans une cage de fer, au premier obus ou à la première torpille qui en crèverait la paroi, ces hommes reculèrent devant l'explosion. Ils acceptaient les chances de la bataille, mais ils n'osaient devenir les artisans de leur propre mort.

Le chef de chauffe sentit qu'il ne fallait pas les laisser dans cette hésitation une minute de plus.

— Cette canaille a menti, répéta-t-il. En tout cas, je brûle le premier qui n'obéit pas.

— Je n'ai pas menti, s'écria Karl, c'est moi qui me suis laissé tomber à l'eau et qui ai forcé le magasin pendant qu'on me cherchait avec des gaffes. C'est moi qui, revenu à bord, ai placé les cartouches volées dans une soute.

— Laquelle ? Laquelle ? Réponds vite !

— Cherchez.

Le chef se précipita au téléphone pour informer la passerelle des événements, puis il revint aux soutiers.

— Vous êtes des lâches ! hurla-t-il. Vous nous déshonorez tous. Allons, aux fourneaux, et chargez avec ceci !

Il désignait les tas de charbon placés devant chacun des « gueulards ». En un instant les hommes obéirent.

Dans les autres rues (1) les feux étaient normaux. Les hommes, ignorant ce qui se passait à côté de leur poste, continuaient leur devoir avec zèle.

En haut, la bataille devait faire rage. Malgré la profondeur et le matelas d'eau, les bruits arrivaient, tous perceptibles, depuis celui des plus grosses pièces jusqu'au crépitements des mitrailleuses des hunes.

Croyant que son équipage avait eu le temps de se ressaisir, le chef commanda de nouveau :

— Allons, les gars, aux soutes !

(1) Chaque partie d'une chaufferie, à bord d'un navire de guerre, s'appelle une rue.

FAITS DIVERS

PARIS

Tentative de meurtre. — La nuit dernière, un employé de commerce, M. Alphonse Lepers, âgé de trente-six ans, regagnait son domicile, 7, rue Eugène-Varin, quand un individu se rua sur lui et le frappa de six coups de couteau.

Relevé quelques instants plus tard par les gardiens de la paix, le malheureux fut transporté à l'hôpital Lariboisière, où son état est considéré comme très grave. L'enquête faite par M. Souliard, commissaire de police du quartier de la Porte-Saint-Martin, n'a pu encore établir le mobile de ce forfait, dont l'auteur est activement recherché.

Explosion de magnésium. — Vers 2 heures de l'après-midi, hier, une détonation se faisait entendre dans un atelier de photographie situé 101, avenue de Clichy, et appartenant à M. Robert.

Un paquet de magnésium, qui se trouvait placé auprès d'une cheminée, avait soudain fait explosion, et le toit vitré de l'atelier avait sauté.

Un commencement d'incendie qui s'était déclaré fut assez rapidement éteint.

Mme Marie Thézé, âgée de vingt-huit ans, employée, demeurant 4, rue de Bizerte, a été blessée au front.

Les écrasés. — M. Jean Danière, âgé de soixante-trois ans, employé de magasin, qui, avant-hier, ainsi que nous l'avons annoncé, avait été blessé à la tête en voulant monter dans un tramway en marche, place du Châtelet, est décédé hier à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu.

Dans l'après-midi d'hier, vers 3 heures, Mme veuve Elisabeth Bernardin, âgée de soixante-deux ans, demeurant 5, rue Franklin, à Ivry, a été écrasée, dans cette localité, boulevard Louis-Lemoine, par un tramway.

Le cadavre de la victime a été envoyé à la Morgue aux fins d'autopsie.

Victime du froid. — A 7 heures, hier matin, en face du numéro 12 de la rue des Pyrénées, M. Albert Sakski, âgé de cinquante et un ans, graveur, demeurant 136, rue d'Avron, est mort presque subitement d'une congestion occasionnée par le froid.

La Bourse de Paris

DU 22 JANVIER 1917

Le fait saillant de la séance de ce jour est une reprise parfois sensible des industrielles russes traitées sur le marché en banque. Au parquet, on est assez calme, mais, dans l'ensemble, les cours témoignent de grande fermeté. Nos rentes se retrouvent sans aucun changement, le 3 0/0 à 62,40, le 5 0/0 à 83,60. Du côté des fonds étrangers, l'Extérieure passe à 102,60. Russes hésitants.

Les établissements de crédit n'ont donné lieu qu'à des transactions assez espacées.

Grands Chemins français en nouvelle avance, le Nord à 1.350, l'Orléans à 1.119, l'Ouest à 710. Lignes espagnoles peu traitées.

Parmi les Cuprifères, le Rio s'est tassé de 1.766 à 1.759.

COURS DES CHANGES

Londres, 27,79; Suisse, 116 1/2; Amsterdam, 233; Pétersbourg, 167; New-York, 583 1/2; Italie, 83; Barcelone, 623 1/2.

METALLS A LONDRES

La tonne de 1.016 kilos : Cuivre Chili disp., 130; cuivre liv. 3 mois, 126; électrolytique, 139 1/2; étain comptant, 184 1/4; étain liv. 3 mois, 190 1/4; plomb anglais, 31 1/2; zinc comptant, 51 1/2; argent, l'once 31 gr. 1.035, 36 d. 7/8.

Mais immédiatement le mouvement s'arrêta.

— Chef, fit le Frisé, si nous prenons du charbon dans la soute où cette crapule a mis la dynamite, nous sautons et le navire est perdu.

— Je ne connais qu'une chose, répliqua le chef sèchement : mon devoir.

Marchant alors sur Karl, il lui mit le canon de son revolver sous le nez.

— Obéis, toi le premier.

— Je ne demande pas mieux. J'y vais.

Et d'un pas calme, sa pelle à la main, il se dirigea vers la soute n° 1.

— Chef ! clama le Frisé, chef ! Il va faire sauter le navire.

— Eh bien ! nous sauterons avec lui !

A ce moment, par la trappe déboulonnée, deux hommes surgirent. C'étaient le chef mécanicien et un capitaine d'armes.

A la vue des deux officiers, le chef de chauffe se retourna vers ses hommes :

— Vous êtes tous des lâches, des misérables, des trembleurs, des...

— Nous ne sommes ni des lâches ni des misérables. Nous voulons bien mourir, mais d'une façon utile.

— Que se passe-t-il donc ? demanda l'officier mécanicien.

On le mit rapidement au courant.

Karl se tenait immobile devant la soute 1, un sourire triomphant sur les lèvres.

Le misérable se disait que, dans l'impossibilité de continuer sa route, le Terrible serait obligé de regagner à vitesse réduite son corps mort. On le débarquerait. Il comparaitrait devant un conseil de guerre qui le condamnerait peut-être. Mais d'ici là... D'ici là, les armées triomphantes du kaiser auraient conquis la France, Paris serait pris. Alors non seulement Karl échapperait au châtimement, mais encore il serait récompensé... Qui sait ? La croix de fer ?...

APPARTEMENTS MEUBLÉS

Si vous cherchez un appartement, louez-en un non meublé et adressez-vous à la
Maison JANIAUD
qui le meublera à votre goût et en fera l'installation complète en location.
Maison spéciale, fondée en 1880, rue Rochechouart, 61.

Maladies de la Femme

LA MÉTRITE

Il y a une foule de malheureuses qui souffrent en silence et sans oser se plaindre, dans la crainte d'une opération toujours dangereuse, souvent inefficace.

Ce sont les femmes atteintes de métrite.

Celles-ci ont commencé par souffrir, au moment des règles qui étaient insuffisantes ou trop abondantes. Les Pertes blanches et les Hémorragies les ont épuisées.

Elles ont été sujettes aux maux d'estomac, Crampes, Aigreurs, Vomissements, aux Migraines, aux idées noires. Elles ont ressenti des élancements continus dans le bas-ventre et comme un poids énorme qui rendait la marche difficile et pénible.

Pour guérir la Métrite, la femme doit faire un usage constant et régulier de la



Exiger ce portrait

JOUVENCE de l'Abbé SOURY

qui fait circuler le sang, décongestionne les organes et les cicatrise, sans qu'il soit besoin de recourir à une opération.

La Jouvence de l'Abbé Soury guérit sûrement mais à la condition qu'elle sera employée sans interruption jusqu'à disparition complète de toute douleur.

Il est bon de faire chaque jour des injections avec l'Hygiénine des Dames (1.50 la boîte).

Toute femme soucieuse de sa santé doit employer la Jouvence de l'Abbé Soury à des intervalles réguliers, si elle veut éviter et guérir : Métrite, Fibrome, mauvaises Suites de couches, Tumeurs, Cancers, Varices, Phlébites, Hémorroïdes, Accidents du Retour d'Âge, Chaleurs, Vapeurs, Etouffements, etc.

La Jouvence de l'Abbé Soury, toutes Pharmacies : 4 fr. le flacon; 4 fr. 60 franco. Les 3 flacons franco gare contre mandat-poste 12 francs, adressé à la Pharmacie Mag. DUMONTIER, à Rouen.

(Notice contenant renseignements gratuits). 286

"EXCELSIOR" RETRIBUE

les photographies intéressantes
qui lui sont envoyées par ses
correspondants et lecteurs sur

La vie sociale — La vie artistique — Les procès importants — Les accidents graves — Les événements locaux — La vie économique — Les sports — Tous faits pittoresques

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.

Imprimerie 19, rue Cadet, Paris. — Volumard.

GLYCOMIEL

Gélée à base de Glycérine et de Miel anglais. Souverain contre les rougeurs de la Peau. Tubes 0.85 et 1.50 franco 37, F. Polissonnière, Paris.

CAPSULES DE MORRHUOL

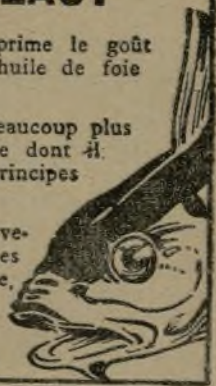
CHAPOTEAUT

LE MORRHUOL supprime le goût désagréable de l'huile de foie de morue.

LE MORRHUOL est beaucoup plus efficace que l'huile dont il contient tous les principes actifs.

LE MORRHUOL est souverain pour guérir les rhumes, la bronchite, les catarrhes.

DANS TOUTES LES PHARMACIES



2^{ème} Foire de Lyon

du 1^{er} au 15 Mars 1917.

Ouverte aux vendeurs et acheteurs de France
des pays alliés ou neutres.

95 Millions d'Affaires en 1916

avec 1340 Maisons participantes.



Pour tous renseignements s'adresser à l'Hôtel de Ville, LYON, FRANCE.

Maison d'Exposition, Lyon

— Couchez-le et amenez-le là.

En même temps il s'arrêtait devant la porte fermée d'un gueulard, saisissait la chaîne, faisait basculer le verrou, ouvrait la porte. Un rayon rouge sortant de la fournaise illumina tous les acteurs du drame.

Karl, sur l'ordre donné, était étendu devant le gueulard, sous la lueur rouge. Une épouvante commençait à traverser son regard. Qu'allait-on faire de lui ?

L'officier d'armes se pencha :

— Tu comprends bien, n'est-ce pas, que les braves gens que nous sommes ne vont pas se laisser mener par une canaille de ton gabarit ? Si dans cinq minutes tu n'as pas avoué où est la dynamite je te fais mettre les deux pieds dans le gueulard.

— Vous ne ferez pas ça, capitaine !

— Tu crois ?

Et l'officier d'armes sortit sa montre :

— Il est cinq heures moins vingt et une. A cinq heures moins seize, tu grilleras. Allons, parle vite !

— Non !

Et Karl se tordit pour échapper au rayon brûlant.

L'officier le repoussa du pied.

Cependant, l'officier mécanicien avait attiré le capitaine d'armes loin du groupe des soutiers.

— Capitaine ! Au nom de l'humanité, nous n'avons pas le droit de torturer cet homme. Laissez-le à la justice, à la vraie justice. Prévenez le commandant.

— L'humanité, monsieur, est bonne en temps de paix. En ce moment nous avons un devoir plus haut, plus grand. Nous ne devons pas céder à une pitié coupable... Avancez-le ! Tu as perdu deux minutes, Karl. Il t'en reste trois...

(A suivre.)

Une manifestation franco-brésilienne. — Le banquet Ireneu Machado



La Fédération des amitiés franco-étrangères a offert hier, à midi, un banquet au sénateur Ireneu Machado, qui, dès le 8 août 1914, prononçait au Parlement brésilien une courageuse profession de foi en faveur de la France. Voici : MM. (1) de Magalhaes, (2) Millerand, prononçant son discours; (3) Ireneu Machado, (4) Louis Nail, (5) Doumer et (6) Barthou.

Une mission militaire espagnole sur le front britannique



Une mission militaire espagnole composée d'officiers particulièrement distingués vient de visiter en détail le front anglais, de la Belgique à la Somme. On la voit ici observant, d'un abri, les lignes allemandes en compagnie d'officiers anglais : (1) le général de division Primo de Rivera; (2) le général Aranaz; (3) le brigadier général Martinez Anido.

Ayuntamiento de Madrid